L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville. — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 5 JANVIER 1861. — G. F. WEISSE, E. DUFOUR, G. HARDY, EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans,
SAMEDI MATIN 5 JANVIER.

☞ Voir la seconde page, pour :

LA FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL.
LE MARCHÉ AUX ESCLAVES.
LE MOUVEMENT DU PORT,
LA DEPART DES STEAMERS EN BATEAUX.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par N. Vignié, à l'Hôtel St-Louis—Une contrée à en briques à deux étages avec dépendances, aussi en briques inconnue, (de Thomas Sobin); Trois terrains, rue des Bons Enfans; Deux lots de terre formant l'encoignure des rues Arenas Washington et Urquhart (succession John Thomas alias Rodriguez).

Par le Sheriff à l'Hôtel de la Cité—Terres et esclaves. A voir—L'adjudication d'un billet.

Par Ch. Patrell, à la Bourse St-Louis—Un terrain dans le 1er District; Aussi, en face de la Bourse St-Louis —Voiture et Chevaux. Aussi, à la Bourse St-Louis— Propriété dans le faubourg Trémé (succession de Clara M. Bell).

Par J. B. Walton, à la Bourse St-Charles—Grande vente de terrains et de propriétés situées dans le 1er District et Jefferson City (succession John D. Fink).

Par E. Rost & Co. 43 et 47 Vieille Levée—Tapis Bruxelles et devant du Comptoir. Aussi—Vêtemens, Chaussures, etc.

Par D. E. Murphy, à la Bourse St-Charles—La pêche de Chiffon.

La Presse Française.

Nous avons donné hier le texte de la circulaire du nouveau ministre de l'intérieur en France, M. de Persigny. Cette circulaire a été suivie presqu'immédiatement d'une amnistie pour les délits de presse. C'est assurément l'indice de bonnes intentions à l'égard de la presse, mais l'annonce faite par le gouvernement de sa disposition à user avec modération du pouvoir arbitraire qu'il possède n'altère en rien ce pouvoir. Aussi les journaux parisiens tout en rendant justice aux intentions bienveillantes du ministre ne paraissent que médiocrement rassurés par cette promesse. Ils savent que les lois répressives ne sont pas abrogées par une amélioration qui n'est qu'apparente dans le régime auquel ils sont soumis.

Voici les réflexions qu'inspirent aux principales feuilles de Paris la publication de cette circulaire.

DEBATS.—C'est là, nous nous empressons de le reconnaître, une déclaration d'une grande sagesse, et qui contraste d'une manière favorable avec l'interprétation que certains journaux ont donnée du décret du 24 novembre. En fait, il est incontestable que le programme de M. de Persigny éloigne considérablement les limites imposées à la presse par la législation actuelle, telle qu'elle a été jusqu'à présent interprétée et pratiquée par l'administration. Nous croyons aussi les sentiments élevés et la modération de l'Empereur nous rendent justice aux intentions libérales de M. de Persigny; les sentiments de l'Empereur reflètent les intentions de M. de Persigny; mais pour modifier sérieusement la législation et la pratique par l'administration. Nous croyons sans